

Lettre d'Europe - Le Soir

Mini-Europe va fermer ses portes

Chaque semaine la «Tribune de Genève» publie un point de vue sur l'actualité signé par un éditorialiste européen, dans le cadre de notre alliance LENA avec sept grands journaux du continent: «El País», «La Repubblica», «Le Figaro», «Le Soir», «Die Welt», la «Gazeta Wyborcza» et le «Tagess-Anzeiger»

Mini-Europe ferme ses portes à la fin de l'année! Mini-Europe? C'est notre «Disneyland». Un parc d'attractions, au pied des célèbres boules de l'Atomium à Bruxelles: la reproduction minutieuse à échelle réduite de centaines de monuments emblématiques des 27 pays de l'UE. Un différend avec l'exploitant du site expliquerait la décision de fermer. Mais aussi la catastrophe



du Covid, qui a entraîné une dégringolade phénoménale du nombre de visiteurs. Si je vous parle de Mini-Europe, c'est parce qu'avant la crise, le parc attirait la foule. Dix millions de visiteurs en trente ans, 400'000 en 2019. Avec près d'un demi-milliard d'euros de retombées pour la région. Un succès, largement alimenté par la notoriété de la Bruxelles sur la carte du monde grâce à son statut inimitable de «capitale de l'Europe». Tout cela pour dire que, lorsqu'il s'agit de juger si la Belgique contribue équitablement au financement de l'Europe, le calcul... n'est pas simple. Officiellement, la Belgique se classe du côté des «contributeurs nets». Normal: c'est un pays riche. Cela n'a pas toujours été le cas: il fut un temps où la Wallonie se réjouissait (presque) d'être pauvre. En 2018, la contribution directe du pays s'élevait à 3,8 milliards, soit 3,1% du pot commun ou encore 0,84% du revenu national brut, pour un «retour» de 3,3 milliards. Pour 2014-2020, la Belgique estime avoir perçu pour les principaux programmes financés par le budget environ 12 milliards pour 26 milliards de contribution. Pour 2021-2027, avec le «trou» du Brexit et les intérêts du plan de relance à payer, la contribution annuelle passera à 5,23 milliards, une hausse de 37%. L'estimation évoluera en cours de période, pendant la quelle les retours sont estimés à 18,3 milliards. Ce statut de contributeur net, c'est toutefois sans compter sur les 5 milliards annuels supplémentaires alloués par le budget de l'UE aux frais de fonctionnement des institutions installées en Belgique. Quoi qu'il en soit, comme le dit la Commission... mais aussi la Belgique, ces comptes ne reflètent qu'une toute petite part de la réalité. Pensez à Mini-Europe... «Il ne faut jamais perdre de vue que la Belgique est un des plus grands

bénéficiaires du Marché unique en tant que petite économie ouverte sur le monde», souligne la première ministre Sophie Wilmès. Quand «Le Soir» publie un papier sur ce que «côterait» à la Belgique le remboursement de l'emprunt communautaire de relance (grosso modo: 17 milliards pour 5 milliards escomptés pour le pays), nous savons bien qu'il s'agit d'un calcul correct (sauf nouvelles ressources propres) mais aussi d'un «raisonnement rudimentaire», comme le note une source diplomatique. Le but de ce budget hors du commun, c'est bien de soutenir les régions et secteurs les plus touchés, qui sont nos partenaires sur le marché intérieur. La Belgique est un grand exportateur. Chaque euro investi rapporte gros. Et puis: Commission, Conseil, Conseil européen, le Parlement qu'on le siège pas à Strasbourg, le Service pour l'action extérieure, le Comité des régions, le Comité économique et social - tous siègent à Bruxelles. Avec des milliers de fonctionnaires-résidents-consommateurs (que jalousement parfois les autochtones), des armées de fournisseurs: on voit le bénéfice! Et il y a la «bulle», les lobbys, les ONG, les représentations permanentes, les médias. Soit, estime les études, plus de 100'000 emplois directs et indirects. Avant le Covid, le gouvernement était prêt à accepter une hausse du budget. «Mais avec modération»: la santé budgétaire du pays faisait déjà face «à une série de défis» - un euphémisme. D'autant qu'en Belgique, rien n'est jamais simple. La contribu-

«La plus belle «victoire» belge tient au... Brexit»

tion belge est entièrement à la charge de l'État fédéral. Mais les retours aboutissent principalement dans les Régions: tout un petit monde qu'il faut mettre d'accord avant d'entrer en négociation à Vingt-Sept... Mais «quand les Régions se portent bien, c'est l'Énsemble de la Belgique qui en bénéficie», souligne la première ministre. Au contraire de ces autres contributeurs nets que sont les «rugaux», le pays entendait assumer son rang, lors du marchandage homérique de l'été: «Il serait absurde que les plus pauvres paient pour les plus riches», affirmait les autorités. Mais une «petite correction» serait bienvenue, plaidait-on. Avec quelques succès en bout de course. La plus belle «victoire» belge tient... au Brexit. Avec la création d'une Réserve d'ajustement de 5 milliards pour faire face aux conséquences «imprévues et préjudiciables». «Une bulle d'oxygène très appréciable», se félicite le gouvernement. Car, deal ou no deal, le Brexit va profondément impacter l'économie du pays. Encore plus en Flandre, au Nord, qui se trouve pile en face du Royaume-Uni, ce partenaire commercial majeur. Certains (grands) sportifs parviennent àagner les côtes anglaises... à la nage.



Courrier des lecteurs

Trottoirs à... trottinettes!

Lettre du jour

Genève, 21 septembre Les trottoirs en bas de mon immeuble, rue de Lausanne en face de l'OMC, sont en fait des pistes à vélos et même à motos. Je dois marcher avec une canne et/ou un rotator après des opérations au bas du dos. Où marcher? La honte, quelle ville Genève est-elle donc devenue? Laissez-moi vous raconter ce qui suit: une dame d'environ 50 ans vit avec moi, partage mon appartement et s'occupe donc de moi. Elle rentre souvent à pied depuis la gare jusqu'au 147, rue de Lausanne. Un après-midi, un vélo l'a brutalement frappée à la jambe, donc fort gonflément, ensuite plaie ouverte, pharmacie, deux visites dans une permanence, quasi-immobilité pendant trois jours. Bien



entendu, ce jeune cycliste ne s'est pas arrêté, aucune excuse, il s'en est allé blesser d'autres personnes et renverser des jeunes enfants. J'oubliais de mentionner les trottinettes, les planches et autres... Qui est responsable? Où peut-on

dorénavant marcher en toute quiétude? Il serait intéressant que quelqu'un de votre journal vienne s'installer un moment au restaurant en bas de chez moi, «L'Annexe», afin de vérifier ces faits. Autre chose: la suppression de places de parking, les automo-

bilistes sont extrêmement pénalisés malgré les impôt et taxes qu'ils doivent assumer. Une solution: quitter cette ville et s'installer ailleurs, facile à dire... Je vis à Genève depuis 1978 après de nombreuses années en Afrique, aux Caraïbes, etc. Mon mari était ingénieur agronome et l'ONU nous obligeait à vivre dans ce qu'on appelle des «pays en voie de développement». Pour vous dire: nous avions l'impression d'être au paradis, tout fonctionnait, courtoisie, cordialité des habitants (il est vrai que la ville n'était pas surpeuplée comme à présent), coût de la vie normal, logements à disposition, travail pour tous. Désolée d'être aussi négative. Salutations à toute l'équipe de la «Tribune», que je vais chercher chaque matin entre 5 h 30 et 6 h avant de me soigner. Denise Keller

Chère, l'eau!

Confignon, 21 septembre Cela fait maintenant une trentaine d'années que nous séjournons, ma femme et moi, à Zermatt, à raison de deux fois chaque année [...]. Or depuis deux ou trois ans, une bien mauvaise habitude tend à se généraliser au sein des établissements de cette magnifique station. En effet, lors des repas pris joyeusement autour d'une belle table, la carafe d'eau du robinet, commandée en même temps que le menu, nous est facturée jusqu'à 10 fr. le litre. Et ceci bien que nous commandions à chaque fois une bouteille de vin du Valais. Nous en sommes très surpris, et même irrités. Nous le comprenons volontiers si nous ne buvions pas de vin avec notre repas, mais ce n'est jamais le cas. [...] À

l'heure où l'industrie du tourisme se plaint régulièrement de ne pas «tourner» correctement, facturer un peu d'eau aux touristes à leur table est une mauvaise pratique. Et surtout que les restaurateurs ne nous affirment pas qu'ils procurent un «service» avec cette nouvelle habitude. Cela n'est pas vrai. Une carafe d'eau posée sur une table n'est pas un service, cela fait partie de l'accueil. [...] Dois-je comprendre que bientôt, les 10 litres d'eau du réservoir des WC, utilisés pendant le repas, nous seront également facturés? À 10 fr. le litre, cela risque de bien renchérir les factures. Raymond Dugerdil

Écrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre à courrier@tdg.ch, ou à Tribune de Genève, courrier des lecteurs, case postale 5155, 1211 Genève 11. Votre texte doit être concis (1400 signes maximum), signé et comporter vos adresse et téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres.

Vélos-cargos Genève, 22 septembre De plus en plus nombreuses sont les routes, les vélos-cargos sont

prisés par des parents qui installent leur(s) enfant(s) dans la charrette avant ou arrière du deux-roues. Ont-ils au moins fait l'expérience de s'installer dans un tel coupe-gorge pollué? Car primo, l'enfant circule à hauteur des roues des voitures, sans parler de celles des camions: la mort, voire la paralysie assurée en cas de choc, qui plus est lorsque les vélos circulent à contresens. Secondo, il respire à hauteur des pots d'échappement. Lorsqu'il s'agit de voiture à essence avec catalyseur, passe encore, mais si le véhicule est propulsé au diesel, vous savez, celui qui dégage ces fameuses particules fines qui encrassent les poumons à vie... Et il y a pire: les bus TPG ancienne génération, très nombreux, qui empêchent carrément le cycliste que je suis de respirer lorsqu'un de ceux-ci me dépasse. [...] Via sicura comporte des lois permettant d'embastiller les usagers de la route. Mais comment nos juges peuvent-ils fermer les yeux sur celle/ceux qui par son comportement expose l'enfant à un grand danger? [...] Michèle Sonzogni

L'indispensable nouvelle donne agro-alimentaire

L'invité



Un lien entre changement climatique et déstabilisation de la biodiversité? L'agriculture industrielle. Celle qui fait refuser l'accord Mercosur à un nombre croissant de pays européens: les immenses monocultures de soja ou de palmiers à huile. Ce soja ne sert nullement à nourrir les populations locales mais nos animaux des élevages industriels ou à augmenter la productivité des vaches laitières - au risque

de faire chuter le prix du lait. Quant à l'huile de palme, elle est aujourd'hui l'ingrédient majeur de la «malbouffe» industrielle. C'est pour cela que la forêt tropicale part en fumée, relâchant d'immenses quantités de gaz carbonique. Un lien entre santé de la Terre et santé humaine? Le monde comptera bientôt 500 millions de diabétiques, les maladies attribuées par l'OMS à l'alimentation malsaine et au manque de mouvement progressent. En cause: trop de sel, trop de sucre, trop de viande, trop de tout dans nos assiettes. Il y a aujourd'hui sur Terre trois fois plus de personnes en mauvaise santé parce qu'elles mangent trop que de personnes souffrant de sous-alimentation. Le fast-food et l'agrobusiness sont bien les deux faces de la même médaille...

Cette fuite en avant vers la performance quantitative et le prix le plus bas possible doit être stoppée. Une nouvelle donne agroalimentaire est indispensable, fondée sur cinq critères: la santé, la diversité (gustative et génétique), le juste prix - car le producteur doit pouvoir vivre dignement de son métier, et un mode de production travaillant avec la nature et non contre elle. Partout dans le monde, des producteurs et des consommateurs s'inspirent de ces principes, de nombreuses organisations les incarnent et les promeuvent, développant un modèle économique novateur orienté vers la qualité. Qualité du produit, qualité gustative et nutritionnelle; qualité de l'environnement; qualité de vie du producteur. Reste à faire de ces bonnes pratiques éprouvées la loi pour

tous, les services sociaux apportant leur contribution en s'engageant auprès des plus démunis pour faire valoir le droit universel à une alimentation saine et suffisante. En juin dernier paraissait la synthèse du Programme national de recherche «Alimentation saine issue d'une production alimentaire durable», dont une des conclusions est «que souvent, les régimes alimentaires prévalant les maladies chroniques et dégénératives sont aussi bénéfiques pour l'environnement». La Semaine du goût, qui fête cette année sa 20<sup>e</sup> édition, nous offre de nombreuses occasions d'illustrer cette convergence essentielle, de faire le choix de la qualité, de l'innovation, de la diversité... et de promouvoir l'indispensable nouvelle donne agroalimentaire.

Tous les blogs sont sur http://blog.tdg.ch

Roland-Garros

Edmée Cuttat Roland-Garros, déplacé de mai à septembre coronavirus oblige, commence donc demain. Pratiquement à huis clos vu l'abaissement de la jauge des spectateurs à 1000 [...] Au-delà du bien-fondé ou non de cette mesure drastique, ce sont évi-

demment les joueurs français qui m'intéressent. Il y a d'ailleurs longtemps, en raison de l'humanisme dont il m'est arrivé de faire preuve, que je ne m'étais pas penché sur leur sort peu enviable. Mais j'avoue que je ne peux pas résister, en lisant l'article d'Eurosport dans lequel Maxime Battistella se demande

avec angoisse si les Tricolores ne se dirigerait pas vers un fiasco [...]. À l'appui de ses craintes, l'auteur, se livrant à une douloureuse revue d'effectifs, nous explique que depuis la reprise à la mi-août, Monfils, Gasquet, Mannarino, Paire, Simon, sans oublier Tsonga et Pouille sur le flanc, ont des bleus à l'âme. Et que la relève, si

elle pointe le bout de son nez avec Umbert ou Moutet, tarde à faire des étincelles. J'aimerais bien féliciter Maxime Battistella pour cette clairvoyance rare chez ses confrères, plus enclins à voir le verre à moitié plein sinon carrément à ras bord en ce qui concerne le talent des Gaulois. [...] ecuttat.blog.tdg.ch

Scrutin sur le stationnement

Genève accepte de biffer 4000 places

La réforme du parking de rue passe la rampe sans mal. Réactions contrastées.

Marc Moulin

Genève va donner un coup d'accélérateur à la mutation de sa mobilité. En votation cantonale, le peuple a accepté à 58,55% dimanche une réforme qui assouplit les règles de compensation du stationnement. Soutenu par les partis gouvernementaux, la gauche dure et les Vert libéraux, l'objet était combattu par l'UDC et le MCG. Mais c'était le Touring Club Suisse (lire ci-dessous) et une organisation patronale qui avaient formé le référendum.

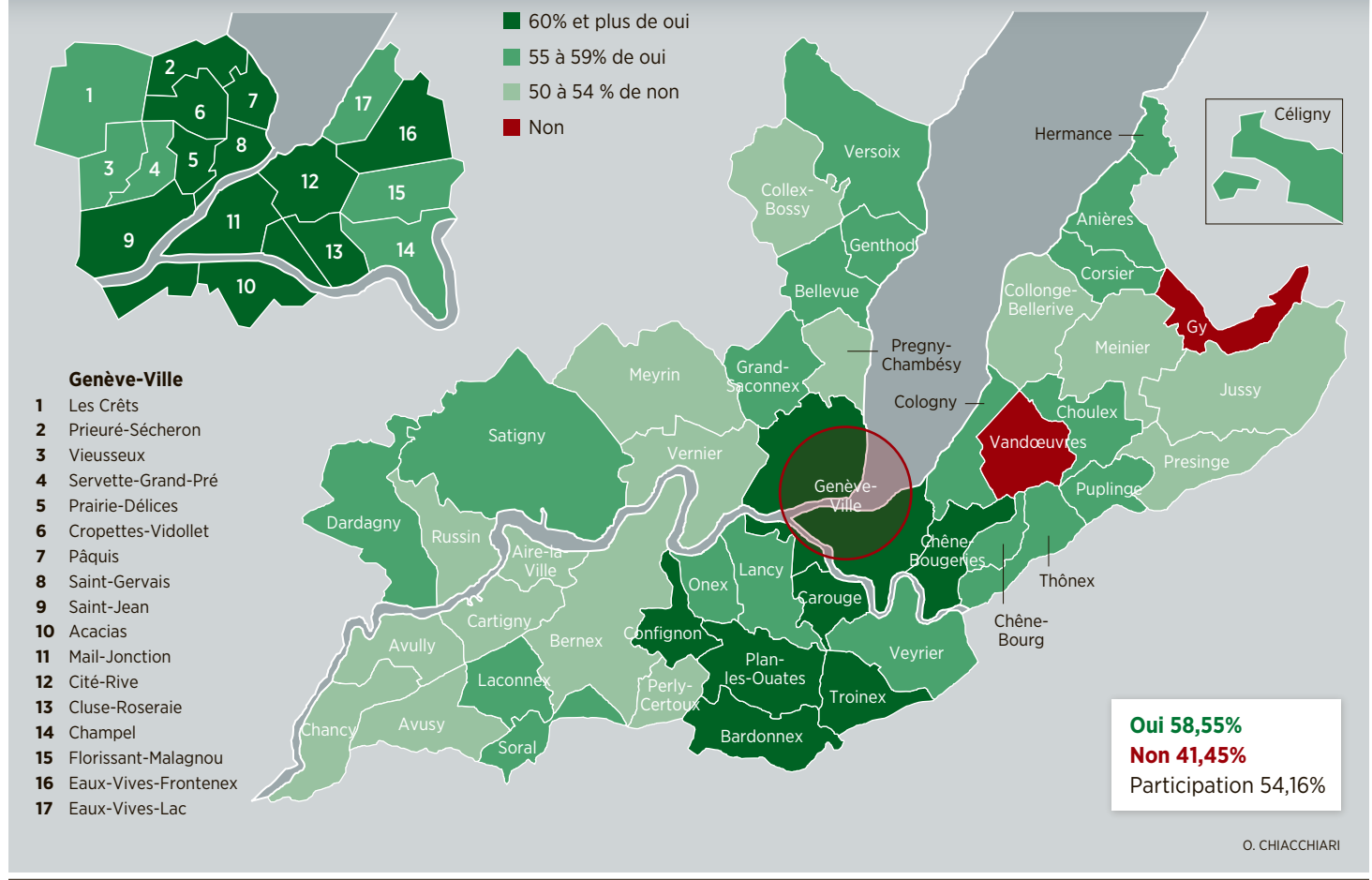
Selon Serge Dal Busco, dont c'était la première grande réforme en tant que ministre des Infrastructures, le vote permet de concrétiser plus vite les grands principes de la loi pour une mobilité cohérente et équilibrée (LMCE), à savoir une priorisation des modes doux et des transports publics en zone urbaine et la fluidification du trafic sur certains grands axes. «On peut estimer qu'ils seront mis en place à l'horizon de cinq ans, alors qu'il en aurait fallu de 20 à 25 avec les anciennes dispositions», commente le démocrate-chrétien.

Prochain test politique pour lui: il présentera bientôt à ses collègues un projet d'investissement destiné à supprimer les points noirs de la moyenne ceinture, qui doit prendre en charge le trafic autour du cœur de l'agglomération. L'Élu confirme que la plus grosse dépense concerne le carrefour du Grand-Lancy, voisin du pont sur l'Aire. Pour le reste, il compte mener de pair la fluidification du trafic et l'apaisement des quartiers.

Ministre chahuté

La majorité confortable sortie des urnes n'était pas gagnée d'avance. Le conseiller d'État a été fortement chahuté. La mise en place ce printemps, en réaction à la crise sanitaire, de pistes cyclables provisoires appelées à se pérenniser a froissé une partie des milieux économiques dont Serge Dal Busco se

Loi sur la circulation routière (LaLCR)



veut justement le hérait. Il a promis dimanche une attention aux difficultés des commerçants, tout

en affirmant sa foi en ce que les réformes en cours leur seront bénéfiques.

On pouvait s'attendre à des résistances provenant d'une part des communes périphériques - dont les

«Les commerçants sont inquiets»

À l'origine du référendum, le TCS n'est pas si surpris par l'issue d'une campagne qu'il savait difficile. Mais il note que le front du refus dépasse le socle électoral des deux seuls partis qui étaient à ses côtés dans la bataille. «Ce score nous fait penser qu'une grande partie de la population a manifesté une inquiétude dont il faudra tenir compte dans l'application de la loi, alors que Genève s'apprete à affronter la plus grave crise depuis la Deuxième Guerre mondiale, réagit François Membrez, président

du TCS Genève. Les revenus vont baisser et l'inquiétude des commerçants et restaurateurs du centre-ville est vive. Cette forte minorité qui s'est exprimée doit être comprise comme un appel à ce que les autorités utilisent avec parcimonie la possibilité de supprimer des places de parc au centre-ville, de façon à éviter le tourisme d'achat en direction de la France voisine. Le soutien à l'économie locale passe par le maintien des parkings existants.» Lobby droitier, le Groupe-ment transports et économie

n'avait pas pris position, faute d'unanimité en son sein. Il réagit en estimant que le résultat «ne saurait constituer une validation de la politique à la hussarde» de Serge Dal Busco - allusion aux pistes cyclables provisoires. À l'inverse, la coalition d'associations et partis qui appuyaient la réforme salue «une avancée majeure pour une mobilité d'avenir dans notre canton» et voit dans son regroupement la promesse d'une «vision apaisée de la mobilité durable, loin de la guerre des transports souvent brandie en étendard». M.M.

Le Conseil d'État revient à une présidence tournante dès cette année



L'Exécutif actuel soutenait lui-même le retour du tournoi annuel. LAURENT GUIRADO

Maudet. «Mais celui-ci a déjà occupé la présidence. Nous devons donc tenir compte de l'ancienneté au niveau de l'âge», détaille Antonio Hodgers, ex-président. Qui précise que la fonction reviendrait a priori au plus ancien membre du Conseil d'État, en années de mandat, soit Pierre

cinto, qui, elle-même, la léguera à Serge Dal Busco puis à Mauro Poggia.

Reste à savoir où seront redistribués les services qui étaient parties du Département présidentiel, voué à disparaître. Les af-

aires internationales reviendront au Département des finances de Nathalie Fontanet. Celles inter-cantonales, régionales et fédérales seront gérées par Serge Dal Busco. Le projet d'agglomération et les questions en lien avec la

citoyens sont souvent des utilisateurs d'un centre-ville où ils ont besoin de se parker - ainsi que de la part des personnes motorisées qui constituent encore une grosse moitié des ménages au centre-ville, notamment dans des quartiers où le parking de rue est réputé rare, comme aux Eaux-Vives.

Qu'en est-il? Les villes de Genève et Carouge - où s'applique la compensation du stationnement - ont accepté l'assouplissement avec des scores supérieurs à la moyenne cantonale, (respectivement 61% et 63,8%). Et les Eaux-Vives, justement. Or note une acceptation dans la moyenne communale dans le haut du quartier, un peu plus basse (57,2%) près des quais.

Quant à la périphérie, elle a en général émis un oui plus timide et, dans le cas de deux communes un refus du bout des lèvres (à Gy et Vandoeuvres, où le non a eu le dessus avec quelques voix d'écart). Des

Or, certains estiment qu'il était trop tôt pour changer ce système, après moins de deux législatures de test. «On ne revient pas sur un tel changement après cinq ans, regrette le député MCG Patrick Dimier. Le sujet n'a pas été suffisamment explicité à la population.

communes périphériques comme Bardonnex et Troinex, très exposées au trafic, ont toutefois émis des soutiens à plus de 60%, semblables à ceux des quartiers urbains.

Pour la plupart des partis, la nouvelle du jour est bonne. «Pour moi, il faudrait supprimer la compensation automatique du stationnement, mais c'est un pas dans la bonne direction», se réjouit Pierre Vanek, député d'Ensemble à Gauche. Son collègue PS Thomas Wenger perçoit une confirmation «de l'orientation donnée en 2016 par les Genevois qui ont voté à 68% la LMCE et qui donnent à nouveau un signe très clair en faveur de la mobilité douce et des transports publics». On a tout de même eu chaud, dans ce cadre. «Les pistes cyclables Covid auraient pu mettre cet objet en péril mais on voit aujourd'hui que les Genevois acceptent de supprimer jusqu'à 4000 places de parking en faveur des transports publics et de la mobilité douce», se réjouit Delphine Klopfenstein Broggi, présidente des Verts.

«Tournant générationnel» «Le tout-bagnole, c'est fini et c'est un tournant générationnel, analyse son homologe au PDC, Delphine Bachmann. Ce résultat n'aurait pas été possible sans l'appui de la droite et de l'économie qui, même si elle a en partie manifesté sa mauvaise humeur sur la forme, a compris que le but est de réserver la route à ceux qui en ont vraiment besoin, notamment les entreprises. Au PLR, le président Bertrand Reich salue un projet facilitant la mise en place de la LMCE, mais rappelle que cette loi évoque aussi une traversée du lac qu'il conviendrait de réaliser.

Les opposants, eux, grimacent. Le député MCG Daniel Sormanni regrette que «les gens n'aient pas compris que l'objet portait aussi sur une redistribution des voies de circulation», renforçant donc la tendance des pistes cyclables Covid. L'UDC Christo Ivanov appelle l'Exécutif à «renouer un dialogue aujourd'hui rompu avec l'économie». Et son parti d'annoncer, en réaction à un résultat électoral qualifié de «véritable scandale», le lancement d'une initiative visant à réduire de moitié l'impôt auto.

«On a besoin de conseillers d'État qui soient présents aux affaires» Christo Ivanov Député UDC

Mais compte tenu du fait que 100% de la classe politique était pour la suppression de ce système, le résultat n'est pas trop mal.» Cyril Mizrahi, député socialiste, regrette lui aussi que les événements liés à l'affaire Pierre Maudet «aient précipité cette réforme sans analyse». «Le message (ndlr: des constituants) a été mal compris, et le Conseil d'État l'a mis en œuvre de manière absurde.» Chloé Dethurens

